

A close-up portrait of Anne Hidalgo, a French politician, with dark hair and a slight smile, wearing a pink blazer and silver earrings. The background is dark and out of focus.

**ANNE HIDALGO
& JEAN-BERNARD SENON**

**TRAVAIL
AU BORD DE LA
CRISE DE NERFS**

Flammarion

Extrait de la publication

**ANNE HIDALGO
& JEAN-BERNARD SENON**

TRAVAIL AU BORD DE LA CRISE DE NERFS

« Femme de gauche, ancienne inspectrice du travail, citoyenne, je suis, comme tant de Français, quels que soient leurs parcours, saisie par les bouleversements qui caractérisent le monde du travail depuis vingt ans. Et je ne me satisfais absolument pas de la manière dont il est traité aujourd'hui.

Dès lors, surgissent des questions qui touchent à l'essentiel. Comment se fait-il que des salariés, appartenant à toutes les catégories socioprofessionnelles, se suicident sur leur lieu de travail ? Comment en est-on arrivé à un discours exclusivement comptable ou managérial sur ce sujet ? Comment reconsidérer la part qu'il joue dans la construction même de la personne ?

Assumer une réflexion sur cet enjeu identitaire pour la gauche me semble indispensable à la veille de grandes échéances démocratiques. Penser la question du travail, sans tabous, sans concessions, en reconnaissant aussi nos erreurs ou nos approximations, en allant au fond du sujet, me paraît un exercice utile. Loin des modes ou des références à ce qui pourrait être considéré comme "moderne" ou "ringard". »

Anne Hidalgo

Anne Hidalgo est Première adjointe du Maire de Paris, Bertrand Delanoë, et Conseillère régionale.

Jean-Bernard Senon est conseiller d'Anne Hidalgo.

Flammarion

Extrait de la publication

Travail au bord
de la crise de nerfs

DU MÊME AUTEUR

Une femme dans l'arène, Éditions du Rocher, 2006.

Anne Hidalgo
Jean-Bernard Senon

Travail au bord
de la crise de nerfs

Flammarion

Ouvrage publié sous la direction de Laurent Léger

© Flammarion, 2010
ISBN : 978-2-0812-4522-8

À mes parents

À mes oncles

Prologue

Pourquoi la question du travail ?

Femme de gauche, ancienne inspectrice du travail, citoyenne, je suis, comme tant de Français et quels que soient leurs parcours, saisie par les bouleversements qui caractérisent le monde du travail depuis vingt ans. Et je ne me satisfais absolument pas de la manière dont il est traité aujourd'hui. Dès lors, surgissent des questions qui touchent à l'essentiel. Comment en arrive-t-on à ce que des salariés, appartenant à toutes les catégories socioprofessionnelles, se suicident ? Comment a-t-on abouti à un discours exclusivement comptable ou managérial de ce sujet ? Comment reconsidérer la part que joue le travail dans la construction même de la personne ?

Autant d'interrogations potentiellement vertigineuses, que j'ai eu envie d'explorer. Avec l'humilité qu'impose le thème. Mais avec la conviction, aussi, que des réponses existent, qui pourront, demain, être mises en œuvre dans le prolongement d'une volonté politique courageuse.

Travail au bord de la crise de nerfs

Alors, pourquoi ce livre ? Précisément parce que l'évolution que traduisent les récits que me livrent les personnes que je rencontre, les articles successifs et reportages glaçants, qui disent la détresse humaine, l'oppression, l'isolement et finalement la tragédie, ne peut laisser indifférent. Le renoncement n'est pas de mise. Il serait, plus largement, une négation des valeurs et des idéaux qui forgent notre héritage philosophique commun.

Pour tenter d'esquisser quelques réponses à ces questions, j'ai puisé, bien sûr, dans mon expérience d'élue. Dès 2001, avec Bertrand Delanoë, le dialogue et la rencontre avec les citoyens n'ont fait que conforter cette conviction : le statut du travail est un fondement de l'identité sociale. Ne pas travailler, c'est n'avoir pas les moyens de son autonomie ; c'est être privé d'un « passeport » pour se loger et faire vivre sa famille.

L'élue parisienne que je suis éprouve chaque jour les effets socialement destructeurs d'une situation économique sans cesse plus préoccupante. Dans le même temps, je ressens une profonde admiration pour celles et ceux qui entreprennent, se lancent dans cette aventure économique. Dans mon entourage familial, ma sœur Mary a créé une entreprise aux États-Unis. C'est une expérience courageuse qui force mon respect. À Paris, je vois des artisans, des commerçants, des entreprises innovantes dans le domaine des sciences ou de la création artistique, qui se battent

Prologue

et qui font vivre de nouveaux modèles. Des entreprises qui réussissent grâce à l'importance qu'elles accordent à la créativité, à l'inventivité de leurs salariés. Souvent fondées par des personnes peu conformistes, au profil atypique, elles conjuguent des expériences diversifiées, de hautes qualifications et l'envie de réussir dans des secteurs en devenir. Ces expériences d'organisation du travail porteuses d'espoir montrent que l'on peut réussir dans une économie de marché tout en imposant des règles éthiques, sociales, et la référence à des valeurs. Résultat, mon mandat à Paris me conduit à côtoyer et à encourager ces aventures humaines et économiques. J'ai aussi découvert la puissance et l'efficacité, dans cette même économie de marché, du monde de l'économie sociale et solidaire qui propose des solutions alternatives à la financiarisation tout en évoluant au cœur du système et non à sa marge. Autant d'expériences inédites, fondées sur la rencontre crédible entre performance économique et ambition humaniste, qui constituent de véritables sources d'espoir pour penser notre avenir.

Dans mon histoire personnelle et familiale, le travail occupe une place fondatrice. Son enjeu entre en résonance avec tout ce qui a motivé mon propre parcours. J'ai toujours eu envie de comprendre pourquoi les adultes autour de moi – mes parents, mes oncles – mettaient autant

Travail au bord de la crise de nerfs

d'eux-mêmes dans leur tâche, pourtant si difficile.

Issus d'un milieu d'ouvriers immigrés, mes parents tiraient une vraie fierté de ce sentiment du « travail bien fait » ; ce qui a d'ailleurs influé sur mon propre parcours. La noble précision du geste professionnel de la couturière (le métier de ma mère), l'effet « magique » du circuit électrique installé avec maîtrise (le métier de mon père) : « la petite fille », déjà, observait avec intérêt ce savoir, cette gestuelle et leurs débouchés dans la vie quotidienne.

Mes oncles, les amis de mes parents étaient tous ouvriers sur des chantiers de bâtiment, électriciens, manœuvres, plombiers... Enfant, je n'entendais parler que de leur journée, de leur labeur, de leurs combats parfois, mais aussi des « exploits » dont ils aimaient à se vanter, à travers des échanges hauts en couleur, dans lesquels transparaissaient à la fois la revendication d'un rôle et l'attachement à une organisation collective. Et peu importe si, parfois, ils enjolivaient un peu les choses...

Très tôt, j'eus donc le sentiment de connaître cet environnement, ses chantiers, ses usines... Mon terrain de jeu favori ? Une usine située dans la cité ouvrière de Vaise, dans le 9^e arrondissement très populaire de Lyon, dont il s'avéra bien plus tard qu'elle recélait des tonnes de produits toxiques. Dès la sortie des ouvriers, je partais à la conquête de cet espace mystérieux, au milieu des machines et des bidons. Me revient

Prologue

encore l'odeur de l'huile de coupe qui emplissait les ateliers. Rien de très bucolique dans cette évocation, nulle amertume non plus : l'usine était grande, à la mesure de l'imagination débri-dée d'une gamine qui « remodelait » ce lieu au gré de ses récits fictifs...

Le travail a donc constitué un facteur essentiel d'intégration pour mes parents, à la fois à travers l'entreprise mais également à travers leur engagement syndical, qui a forgé des convictions et a permis une appropriation des valeurs de la République.

C'était un contexte certes privilégié, celui du plein-emploi, dans ces années 1960 où l'on parlait justement de travail et non d'emploi ! Mon père me raconte souvent qu'à l'époque, embauché le matin dans une entreprise, s'il estimait que les conditions étaient trop mauvaises, il en trouvait une autre l'après-midi même, avec de meilleurs revenus ! Une époque révolue pendant laquelle même un ouvrier espagnol, maîtrisant à peine le français, possédait une marge de choix sur le marché de l'emploi. Mais c'était aussi un contexte pleinement hérité de la révolution industrielle où le travail avait non seulement acquis une valeur stratégique pour l'économie mais également une valeur de combat, de revendication et de fierté d'une classe.

Cela explique comme une évidence mon intérêt pour le sujet et, sûrement, mon choix professionnel de devenir... inspectrice du travail. Et mon engagement politique et citoyen découle à

Travail au bord de la crise de nerfs

coup sûr lui-même d'un tel cheminement. Dès lors, j'ai entrepris mes études à l'Institut d'études du travail et de la Sécurité sociale, rattaché à l'époque à l'université de Lyon-III. La découverte du droit du travail fut une révélation, celle d'une matière en prise directe avec le réel, avec mon quotidien, celui de mes proches, celui de la société.

Mes collègues de l'Institut national du travail (centre de formation des inspecteurs du travail) étaient pour la plupart des militants de gauche, voire d'extrême gauche. Beaucoup étaient passés auparavant par le monde de l'entreprise et je figurais parmi les plus jeunes. Nos discussions se révélaient passionnées, fourmillant de débats idéologiques, où l'utopie – fort heureusement – tenait aussi sa place. J'ai adoré cette période où, pour la première fois, j'ai tutoyé le plaisir de la rhétorique, de la contradiction, mais de l'écoute aussi.

Donc, en 1982, lorsque je suis entrée à l'école de formation des inspecteurs du travail, je me trouvais être l'une des rares femmes de la promotion. Grand moment d'ébullition car à l'époque, Jean Auroux, ministre du Travail de François Mitterrand et de Pierre Mauroy épaulé par Martine Aubry, membre de son cabinet, inventait les lois qui portent toujours son nom. Il était alors question de nombreux sujets cruciaux : l'égalité entre les femmes et les hommes, la réduction de la durée du travail, la place des

Prologue

syndicats, mais aussi la citoyenneté en entreprise. Les grandes évolutions du droit du travail, portées à l'époque par la gauche, consistaient à redonner du pouvoir aux salariés, à leurs représentants, face à l'employeur. En d'autres termes, à rétablir une réciprocité entre le droit du travail – ou des travailleurs – et le droit de la propriété – donc du capital. Les éléments du débat s'avéraient presque simples !

La bataille juridique avait été âpre dans les années qui précédèrent 1981. Des lois comme celle sur le licenciement individuel en 1973 avaient été finalement interprétées par les tribunaux, notamment par la Cour de cassation, dans un sens beaucoup plus restrictif pour les salariés et les syndicats que ce que le législateur avait initialement souhaité.

Les conditions de travail pouvaient encore être terribles, comme je m'en suis aperçue lors de ma période de stage en entreprise, sur le terrain, dans la Loire, département industriel bouleversé par les mutations technologiques et la crise économique. Ce fut pour moi une expérience très formatrice. Elle reste profondément ancrée dans ma mémoire. Des usines sidérurgiques, entre Roanne et Saint-Étienne, mouraient dans un contexte économique et social explosif – elles n'ont pas survécu longtemps – et me semblaient encore tout droit sorties du XIX^e siècle. Les ouvriers y subissaient des conditions de travail inhumaines. Comment oublier la vision de femmes enchaînées aux machines et

Travail au bord de la crise de nerfs

aux laminoirs pour éviter que leurs mains ne soient coupées par les presses ? C'était, nous disait-on, la protection la plus efficace ; l'image et, plus encore, la réalité de ces situations étaient terribles.

Dans les mines de charbon – toujours en activité dans cette région –, le temps semblait s'être figé à l'époque de Zola. Quant aux filons, en revanche, ils étaient presque tous épuisés. En tant que femme, je n'avais *a priori* pas le droit d'y descendre mais un jour j'ai obtenu une dérogation pour mon stage d'inspectrice. Et j'ai découvert que les mineurs devaient creuser de plus en plus profond dans des conditions éprouvantes, avec une température dépassant les 40° C dans les boyaux et une atmosphère irrespirable, tant la poussière la saturait. Les jeunes mineurs, quasiment tous d'origine marocaine, arrosaient régulièrement d'eau les galeries pour disperser les nuages de charbon pulvérulent, mais en inhalaient déjà beaucoup.

Je me souviens aussi avec émotion de mon premier contrôle d'entreprise en solitaire. Le patron refusait de me laisser entrer. C'est aussi ça le métier : argumenter, convaincre, ne pas se laisser impressionner. Si bien que, à vingt-trois ans, je suis devenue l'une des plus jeunes inspectrices du travail de France : j'ai très vite assumé ces responsabilités dans un milieu entrepreneurial et syndical majoritairement masculin.

Le rôle des inspectrices et inspecteurs était, hier comme aujourd'hui, très important : il

Prologue

permet en effet d'assurer un équilibre social et de faire respecter les droits et devoirs indispensables en démocratie. Mais leur nombre est à ce jour bien trop restreint : environ 450 pour toute la France, et 1 500 contrôleurs, chargés de surveiller les conditions de plus de 18 millions de travailleurs relevant du secteur privé ! La situation ne s'est donc malheureusement guère modifiée depuis le temps où j'exerçais cette profession.

On le comprend : je me sens pleinement héritière d'une philosophie pour laquelle la force de travail s'appuie notamment sur la fierté de ce qu'on accomplit. Le travail permet de nous constituer collectivement et individuellement face à des forces qui nous dépassent. L'énergie et l'implication que l'on y investit rendent son détenteur un peu « propriétaire » et de l'outil de travail et du résultat en tant que tel. C'est une conviction politique forte, héritée à la fois de la réflexion marxiste et de la pensée saint-simonienne.

La question, pourtant, doit être reposée à l'épreuve de l'immatérialité et de la société post-industrielle, à l'heure où la nature, le contenu, les conditions et la finalité du travail ont bien changé, dans un contexte où la critique sur le productivisme domine de surcroît le débat politique. La valeur travail survit-elle lorsqu'on a de plus en plus de mal à juger de sa réalité ?

Travail au bord de la crise de nerfs

Il me semble que, sans nier les effets profonds de ces transformations, la nature même du travail reste identique, et c'est bien pour cela que la question demeure aussi décisive : l'homme est le seul être vivant qui travaille non pour subvenir à ses seuls besoins immédiats mais pour transformer durablement la nature, son milieu, et transmettre ses savoir-faire. Le travail, en cela, est profondément attaché à la nature humaine dans sa dimension prométhéenne de transformation de l'environnement. Il me semble que cette composante mythique est essentielle pour le travail lui-même : si on ne la considère plus, cela peut provoquer des catastrophes. Car le travail apporte à la fois une capacité à vivre dignement, des relations à autrui, une inscription dans la société et une valeur ajoutée donnée aux autres.

Au fil du temps et des expériences, c'est encore cette question qui a marqué mon engagement dans les combats politiques, y compris lorsque me fut confié le secteur culturel au PS. Sujet structurant s'il en est, pour moi assurément, mais aussi pour la gauche dans son ensemble : avec l'éducation et la culture, le travail constitue l'autre vecteur de l'émancipation de la personne. Pourtant, à un moment, la pensée progressiste a stagné sur ce sujet. Il existe certes des raisons historiques à ces formes d'éloignement, notamment quand le chômage de masse, durable, dans les années 1980, nous a fait glisser, au nom de l'urgence sociale, des

Prologue

politiques du « Travail » à celles de « l'Emploi ». Mais, aujourd'hui, l'urgence est palpable. Et il est essentiel de nous réinterroger sur cette question pour éviter que, comme en 2007, notre parole à gauche soit insuffisante sur sa place et son rôle dans notre société. Le capitalisme financier, qui se nourrit depuis plus de vingt ans des discours ambigus sur « la fin du travail », « la fin du syndicalisme » et l'avènement de l'individualisme, a occupé un espace, de mon point de vue, déserté par les progressistes. Le discours de Nicolas Sarkozy, alors candidat à l'élection présidentielle, s'est engouffré dans la brèche d'une pensée éclatée et atomisée. Il a donné l'illusion – éphémère comme toutes les illusions –, le temps d'une élection, qu'il défendait le travail, la valeur travail et donc les travailleurs. En réalité, son discours – décrypté aujourd'hui à l'épreuve des faits – montre à quel point ses propos ne contenaient rien de neuf et ne défendaient en rien ceux qui vivent exclusivement de leur activité. Le travail, vu comme seule expression de la réussite individuelle, quantifiée par l'argent qu'il procure, a, au contraire, fourni de nouveaux arguments au capitalisme financier pour détruire la dimension humaine et collective attachée à sa « valeur » dans notre société.

Je ressens donc le besoin de « retravailler » ce sujet – qui ne m'a jamais quittée – parce que ce cheminement m'a aussi permis de me construire.

Travail au bord de la crise de nerfs

Assumer une réflexion sur cet enjeu identitaire pour la gauche me semble indispensable à la veille de grandes échéances démocratiques. Penser la question du travail, sans tabous, sans concession, en reconnaissant aussi nos erreurs ou nos approximations, en allant au fond du sujet, me paraît un exercice utile. Et bien loin des modes ou des références à ce qui pourrait être considéré comme « moderne » ou « ringard » !